

De: helena sapira <helenasapira@yahoo.fr>
Envoyé: vendredi 21 avril 2023 16:23
À: enquetepubliqueplu@letignet.fr
Objet: Dossiers Gillet
Pièces jointes: Com Enq Gillet 21avril23.pdf; Com Enq Gillet 21avril23.docx

Madame le Commissaire enquêteur,

A la suite de notre rendez-vous de ce matin dans le dossier Gillet, dans le cadre de l'enquête publique du portant sur la révision du PLU du Tignet, je vous adresse en fichiers joint une note complémentaire synthétisant les principaux éléments, et développant 2 arguments complémentaires :

- caractère inadapté du Règlement de la zone Up
- incompatibilité avec le PLH et avec le SCOT

En deux formats

Vous remerciant de votre écoute, et dans l'attente de vos conclusions sur ce PLU.

Demeurant à votre disposition pour toute précision,

Bien cordialement

Hélène SAPIRA
Avocate au Barreau de Grasse
Tél : +33 (0) 965 251 176
fax : +33 (0) 493 945 914
14 rue Sadi Carnot - 06600 ANTIBES
helenasapira@yahoo.fr

Helena SAPIRA

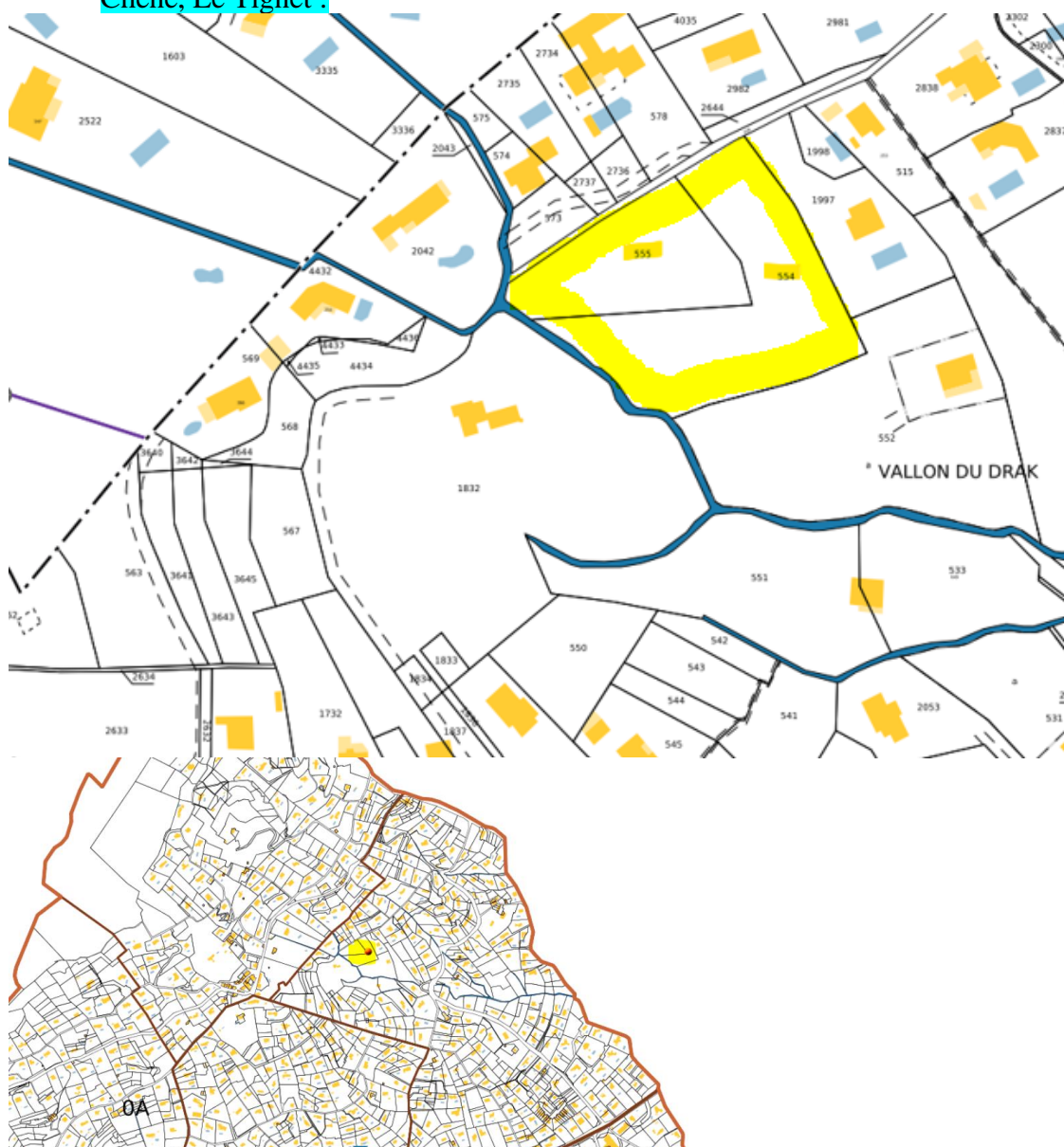
Avocate au Barreau de Grasse

Madame Alice Kuhne-Barbier
Commissaire enquêteur
Mairie du Tignet
Avenue de l'Hôtel de ville
06530 Le Tignet

Antibes, le 21 avril 2023

Dépôt + mail : enquetepubliqueplu@letignet.fr

1- Propriété GILLET : Cadastree Section A n°554 et 555, situé 259 Chemin du Gros Chêne, Le Tignet :



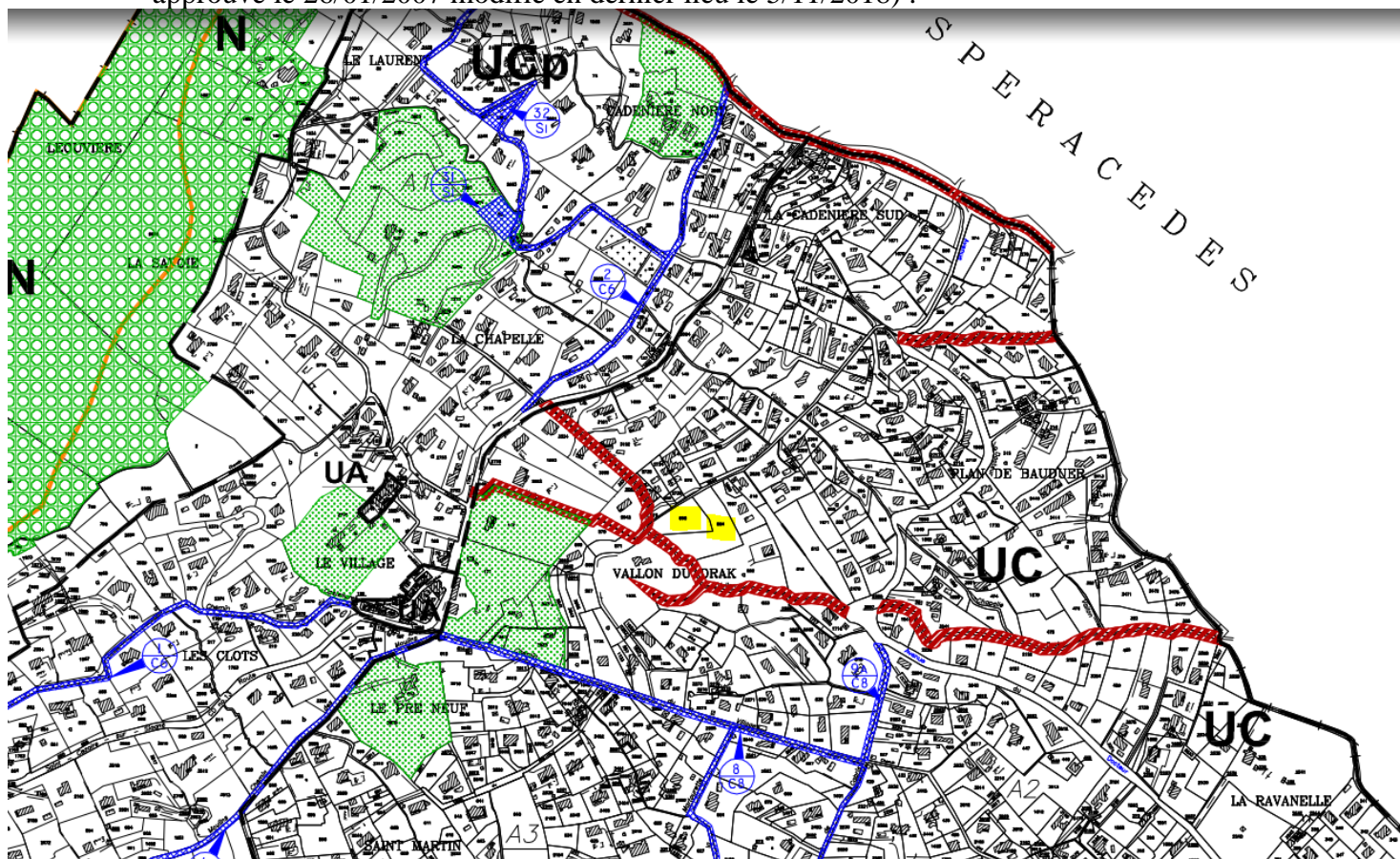
« LE CARNOT » 14, rue Sadi Carnot – 06600 ANTIBES

Tel : 33 (0) 965 251 176 – Fax : 33 (0) 493 945 914

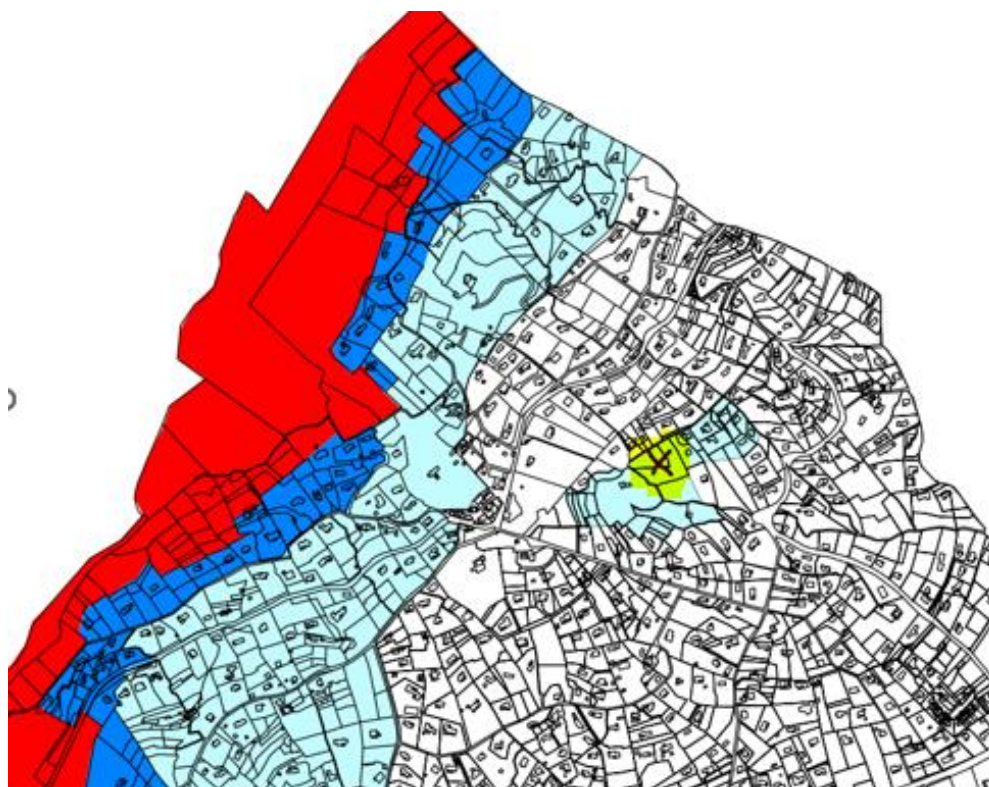
Mail : helenasapira@yahoo.fr

Case Palais N° G 323

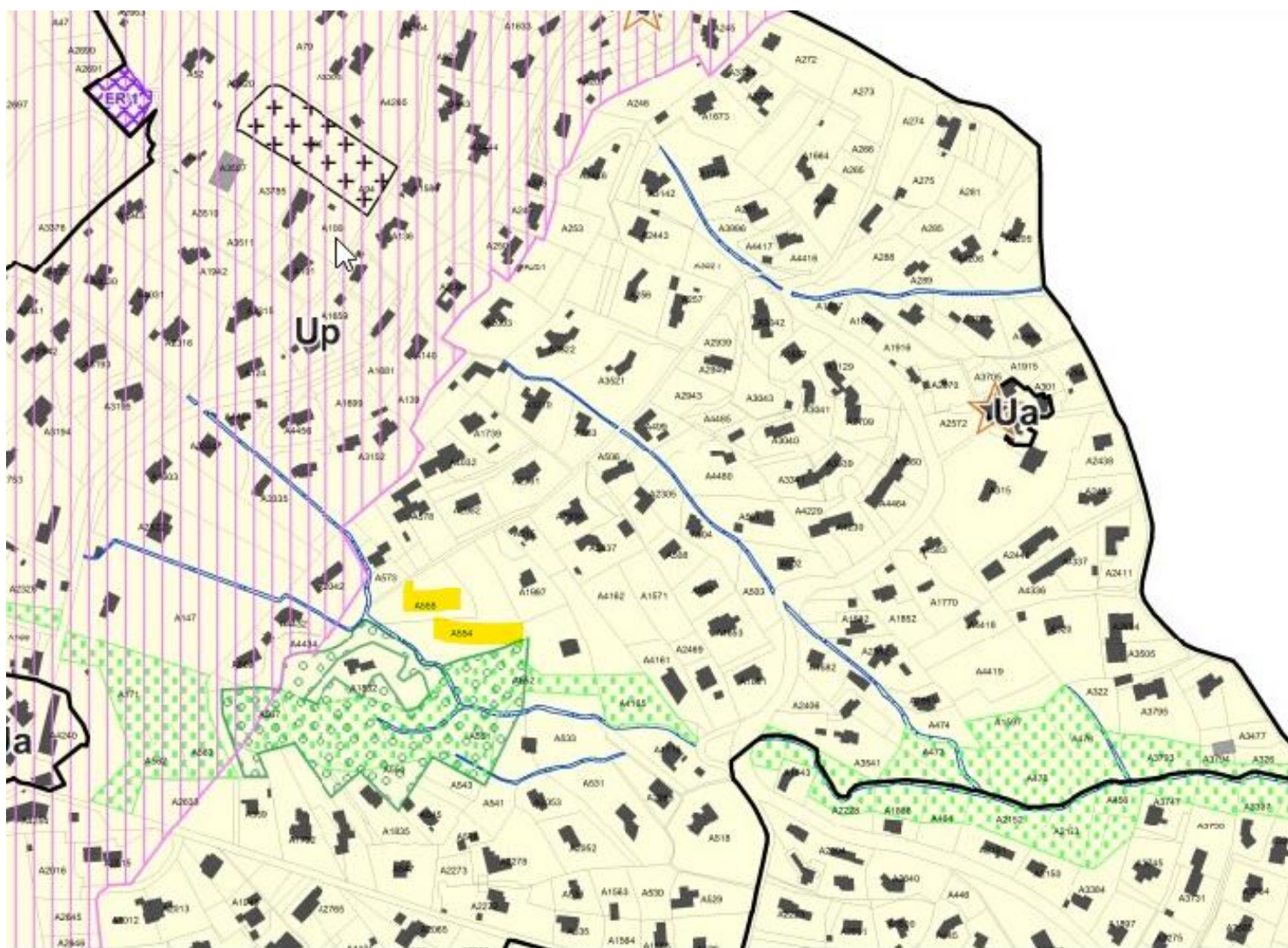
Le terrain (en jaune ci-dessous) est actuellement classé en **zone UC du PLU en vigueur** (PLU approuvé le 26/01/2007 modifié en dernier lieu le 5/11/2018) :



Le terrain (en croix) est classé en zone B2 du PPRIF : Zone de danger faible :



Dans le projet de PLU révisé, les parcelles du requérant sont classées en zone Up :



1- Demande de reclassement en zone UC ou de modification du Règlement de la zone Up :

Les requérants demandent le reclassement du terrain en zone Uc, ou la modification du Règlement de la zone Up qui ne paraît pas adapté.

En effet, il est démontré par les éléments ci-après que le terrain constitue une « dent creuse » qui devrait pouvoir accueillir un logement.

S'agissant d'une zone urbaine, on ne comprend pas que la constructibilité soit bloquée, étant donné le caractère limité des « dents creuses » dans la zone Up, à savoir seulement 14 tènements de plus de 2 500 m² (voir le « potentiel de densification » en annexe

Il est donc demandé la possibilité de construire une maison d'habitation, et la modification du Règlement de la zone Up en ce sens, ou le reclassement dans une autre zone urbaine avec faculté de construction.

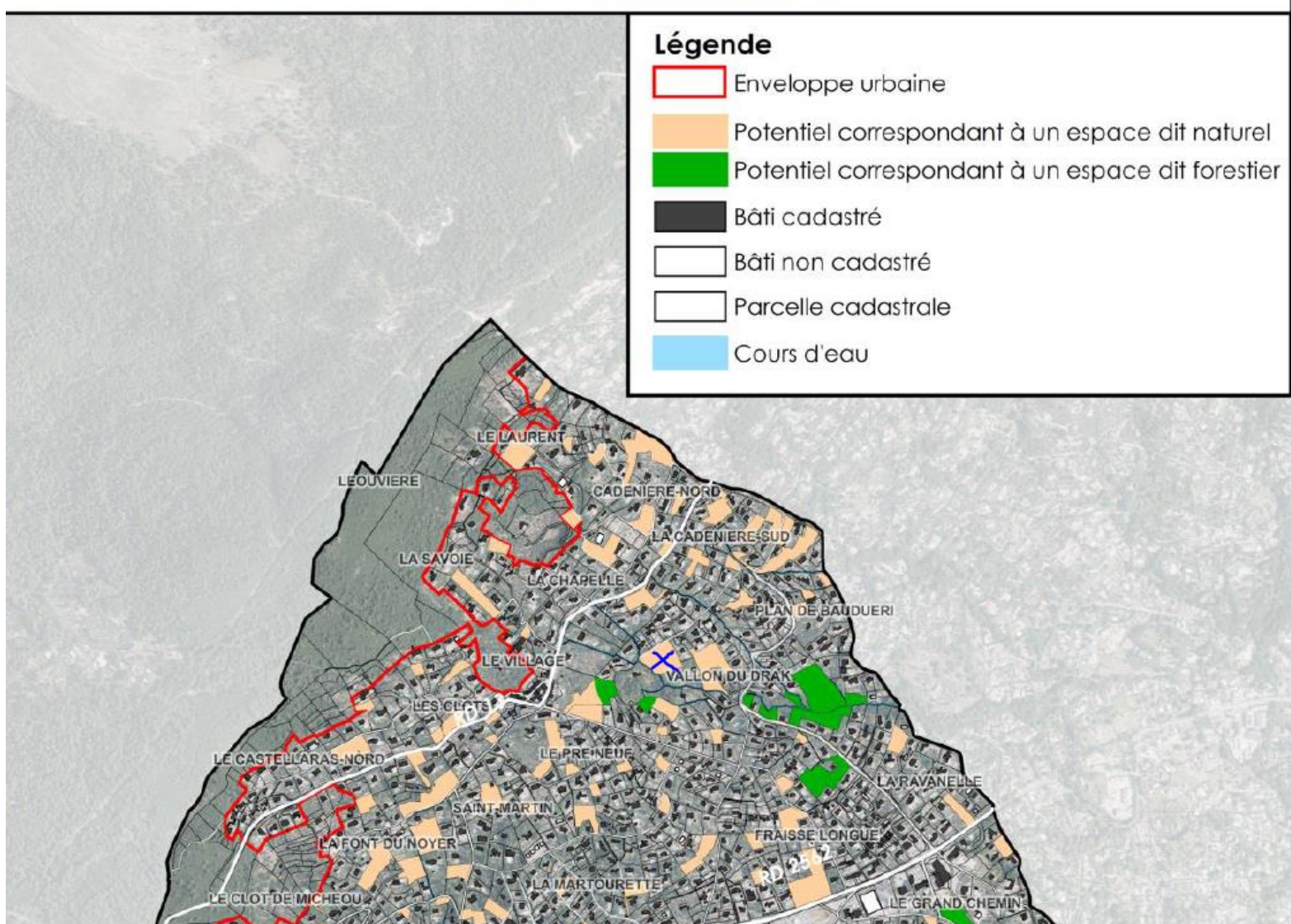
Comme indiqué en page 343 et suivantes du Rapport de Présentation :

« *La loi impose de densifier en priorité l'enveloppe urbaine avant d'envisager des extensions urbaines. La partie suivante s'attache donc à évaluer le potentiel de densification au sein de l'enveloppe urbaine. On distingue différents types de potentiels de densification :*

➤ *Les parcelles vierges non bâties et non aménagées situées dans l'enveloppe urbaine et pouvant être urbanisées : c'est le potentiel en « dents creuses » ;*
(...)

Les deux parcelles du requérant sont situées **dans l'enveloppe urbaine, et identifiées comme « dents creuses »** en page 346 du Rapport de Présentation du PLU :

Potentiel de densification en "dents creuses"



Comme indiqué en page 344 du Rapport de Présentation :

Ici, il faut donc prendre chacune des parcelles :

- Ces parcelles **devraient figurer en zone orange et non rouge dans le schéma figurant en p. 347 du Rapport de Présentation du PLU** : sites non bâtis entre 2 500 et 5 000 m², qualifiées par le SCOT (page 347) « **capacités foncières** » et « **sites non bâtis** » en « **dents creuses** :

[illegible]

Il convient de se référer au « *Schéma de l'urbanisation du Tignet* » figuré en page 308 du Rapport de présentation :

Les parcelles du requérant sont **localisées au sein de la « tache urbaine »**, et non dans l'espace naturel communal figuré en vert.

Cela correspond à la réalité physique objective visible sur les photographies aériennes, quand bien même toutes les constructions récentes et en cours n'y figurent pas encore.



Les dispositions législatives imposent depuis la loi SRU **de densifier les secteurs déjà urbanisés et desservis par les différents réseaux**, afin d'éviter l'étalement urbain et la consommation de nouveaux espaces.

Les requérants sollicitent soit la modification du Règlement de la zone Up, soit le reclassement de leurs parcelles en zone Uc du PLU, dès lors qu'elles s'inscrivent dans une zone d'urbanisation récente de densité modérée au caractère résidentiel dominant, ce qui correspond à la définition de la zone Uc dans le PLU, afin de leur attribuer des capacités de constructions correspondant au potentiel de densification des « dents creuses » identifiées selon le SCOT'Ouest.

2- Les requérants contestent par ailleurs la légalité du PLU en ce qu'il n'est pas compatible avec les dispositions du Programme Local de l'Habitat (PLH) du pays de Grasse :

Selon l'article L131-4 du Code de l'urbanisme :

« Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu ainsi que les cartes communales sont compatibles avec : (...)

1° Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L. 141-1 ;

4° Les programmes locaux de l'habitat prévus à l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation.

Le plan local d'urbanisme n'est pas illégal du seul fait qu'il autorise la construction de plus de logements que les obligations minimales du programme local de l'habitat n'en prévoient. »

Le PLH est un document de programmation qui exprime la stratégie politique de l'intercommunalité en matière de logement et d'habitat, en fixant des grands objectifs et des outils (article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation)

Le PLH doit être traduit dans le PLU, qui doit être compatible avec le PLH (article L. 131-4 du code de l'urbanisme), c'est-à-dire ne pas faire obstacle à sa réalisation.

Or, les auteurs du PLU de la commune du Tignet écartent ouvertement les orientations stratégiques du Programme Local de l'Habitat du Pays de Grasse.

Le projet de PLU du Tignet n'est pas compatible avec le PLH, et en cela, il est illégal.

Le projet de PLU révisé va également à l'encontre du SCOT'Ouest, en ce qu'il prévoit une évolution démographique inférieure à celle retenue par le SCOT, à savoir de 0,15 % par an au lieu de 0,30 % retenu par le SCOT :

Voir pages 430 et suivantes du rapport de présentation du PLU :

Simulation d'évolution démographique sur le territoire à horizon 2031, au regard du projet retenu

On applique un taux de croissance à partir de 2023 (période d'influence du nouveau PLU)												
Année	2019	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	Habitants supplémentaires à horizon 2031
Hypothèse de croissance à 0,15%/an	3066	3080	3085	3089	3094	3099	3103	3108	3112	3117	3122	42
Hypothèse de croissance à 0,25%/an	3066	3080	3088	3095	3103	3111	3119	3126	3134	3142	3150	70
Hypothèse de croissance à 0,30%/an (SCoT)	3066	3080	3089	3099	3108	3117	3126	3136	3145	3155	3164	84

Le DOO du SCOT'Ouest prévoit en effet un développement démographique de 3 %, et a comme objectif de « *soutenir une dynamique de production de logements diversifiée pour fluidifier les parcours résidentiels* » :

Page 2 du DOO du SCOT'Ouest:

2	LES ORIENTATIONS ET PRINCIPES DE LA POLITIQUE DE L'HABITAT.....	32
A	SOUTENIR UNE DYNAMIQUE DE PRODUCTION DE LOGEMENTS DIVERSIFIEE POUR FLUIDIFIER LES PARCOURS RESIDENTIELS.....	34
1 -	Une politique du logement tournée vers les jeunes actifs, et les famille.....	35
2 -	Une politique de l'habitat ambitieuse : un effort sans précédent sur la réalisation de logements et la diversification des gammes d'habitat.....	36
3 -	Développer une stratégie de positionnement du logement adaptée au territoire.....	37
4 -	Intensifier la dynamique d'amélioration du parc existant et favoriser le renouvellement urbain.....	39
5 -	Mobiliser les urbanisations nouvelles d'accompagnement et complémentaires pour assurer la réalisation des objectifs d'habitat et de mixité urbaine.....	43
2	SCot Ouest Alpes-Maritimes	

Page 16 et 17 du DOO du SCOT'Ouest:

Conditions du développement démographique à 0,3% de l'Ouest du Pays de Grasse en lien avec l'augmentation des transports collectifs

En faisant le choix de limiter à 0,3% par an la croissance démographique pour l'ensemble du Moyen Pays, et de focaliser les capacités d'accueil nouvelles sur les secteurs les mieux équipés en desserte de transport collectif, le SCOT'Ouest choisit de positionner la nouvelle population accueillie sur les secteurs les plus cohérents pour la recevoir – notamment le long des grands axes de mobilité actuels ou programmés. Compte tenu des conditions de saturation routière sur la RD 2562 de l'Ouest du Pays de Grasse, l'évaluation du SCOT au cours des 6 premières années de mise en œuvre interrogera l'adéquation de ce rythme de croissance démographique avec la montée en puissance de l'offre de mobilité alternative au déplacement routier, et éventuellement le moduler en conséquence.

TABEAU DU BESOIN EN LOGEMENTS PAR ENTITES TERRITORIALES

	Population 2018	Taux de croissance annuelle 2020-2040	Accroissement population 2020-2040	Population 2040	
Bande Littorale	159 384	0,12	4 458	163 842	
Moyen Pays	95 007	0,3	6 776	101 783	
Haut Pays	7 028	0,4	676	7 703	
Total	261 419	0,27	11 910	273 329	
	Accroissement ménages par le desserrement	Accroissement ménages par l'apport démographique	Accroissement ménages	Total logements à produire 2040	Dont résidences principales
Bande Littorale	985	2 263	3 247	10 500	9 125
Moyen Pays	1 356	2 946	4 303	9 625	8 365
Haut Pays	63	300	363	625	515
Total	2 404	5 509	7 913	20 750	18 005

Résidences principales : + 18 000 logements

- Impact du desserrement des ménages : **+ 2 500 logements**
- Besoin lié à l'accroissement démographique : **+ 5 500 logements (2,17 pers/ménage)**
- Promotion du logement abordable et fluidité : **+ 10 000 logements**

D'ici 2040



- + 12 000 habitants en 20 ans soit 0,27% de croissance annuelle
- + 2 500 ménages issus de la population existante
- + 5 460 nouveaux ménages issus de la croissance démographique, soit 8 000 nouveaux ménages / 12 000 habitants

Résidences secondaires : + 2 750 logements (environ 13% du total de RP)

- Voir les développements en page 37 et suivantes du DOO du SCOT'Ouest :

OBJECTIF 07

PRODUCTION DE LOGEMENTS PAR ENTITES TERRITORIALES

	Nombre de logements à produire (neufs et mobilisés)	dont phase 1 2020-2025	dont phase 2 sur 10 ans 2025-2035	dont phase 3 2035-2040
Bande littorale	10 500	3 500	5 000	2 000
Moyen Pays	9 625	3 500	4 300	1 825
Haut Pays	625	150	300	175
Total	20 750	7 150	9 600	4 000

En contradiction avec les objectifs du PLH et ceux du SCOT, la municipalité du Tignet entend limiter le taux de croissance annuelle moyen de la population communale à 0,15 %, et limiter la création de nouveaux logements sur la commune à 40 à 45 logements sur 9 ans, soit 4 à 5 logements par an...

Voir les pages 427 et suivantes du Rapport de Présentation.

Ces motivations qui sous-tendent la carte de zonage règlementaire ne sont compatibles ni avec le SCOT 'Ouest, ni avec le PLH du Pays de Grasse, et ne sont justifiées par aucune obligation légale.

Bien au contraire, la densification et la production de logements sont au cœur des dispositions législatives depuis plus de 10 ans...

Il est demandé à Madame le Commissaire enquêteur de se prononcer expressément sur cette question essentielle de limitation drastique des possibilités de construction et de la production de logement sur le territoire communal, y compris en zone urbaine (Up) dans le but affiché de limiter également la population communale.

Je vous remercie de bien vouloir annexer les présentes au registre d'enquête publique.

Vous priant de croire, Madame le Commissaire Enquêteur, en l'assurance de mes respectueuses salutations.

A handwritten signature in dark ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke at the end.

Helena SAPIRA

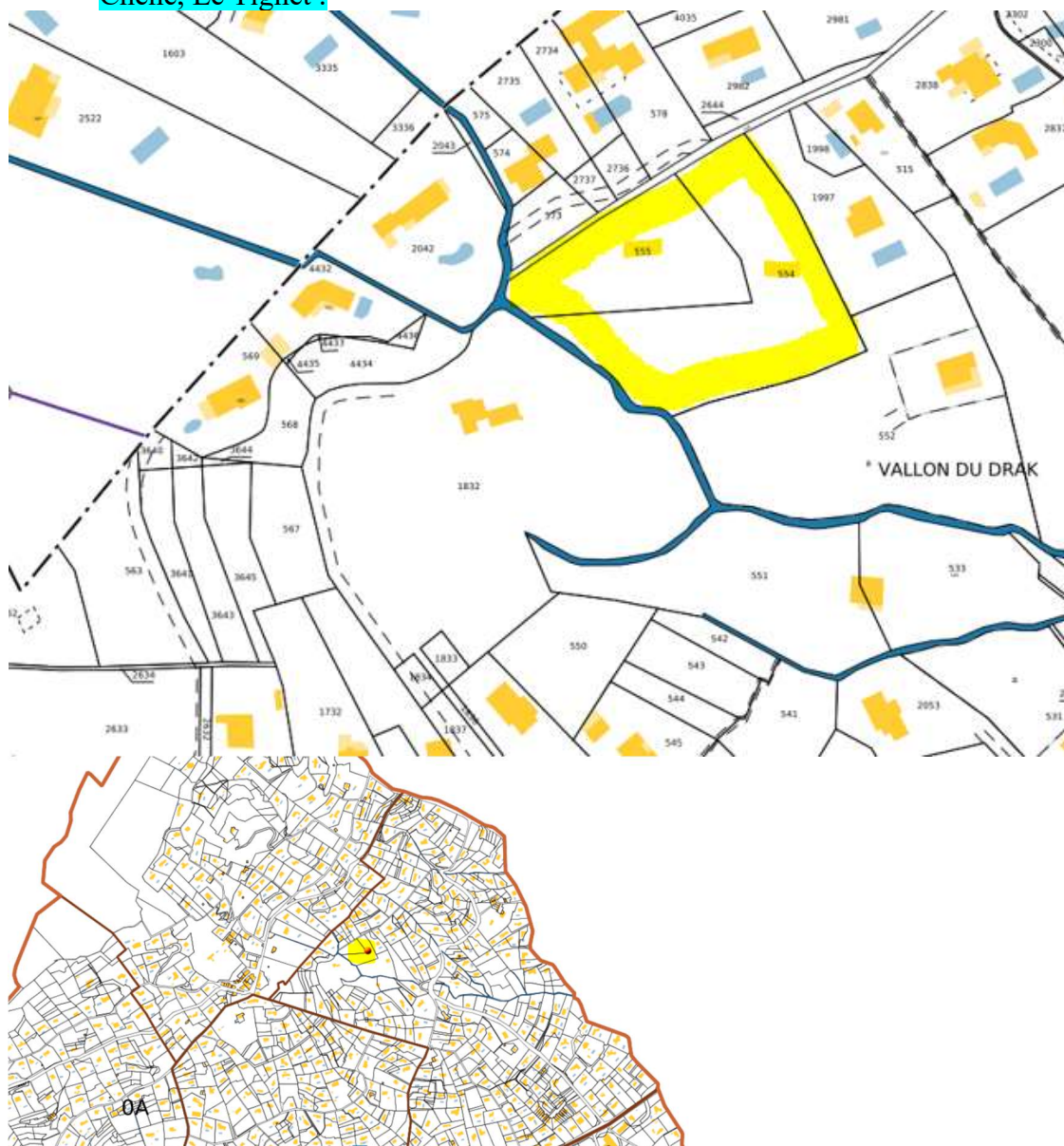
Avocate au Barreau de Grasse

Madame Alice Kuhne-Barbier
Commissaire enquêteur
Mairie du Tignet
Avenue de l'Hôtel de ville
06530 Le Tignet

Antibes, le 21 avril 2023

Dépôt + mail : enquetepubliqueplu@letignet.fr

1- Propriété GILLET : Cadastree Section A n°554 et 555, situé 259 Chemin du Gros Chêne, Le Tignet :



« LE CARNOT » 14, rue Sadi Carnot – 06600 ANTIBES

Tel : 33 (0) 965 251 176 – Fax : 33 (0) 493 945 914

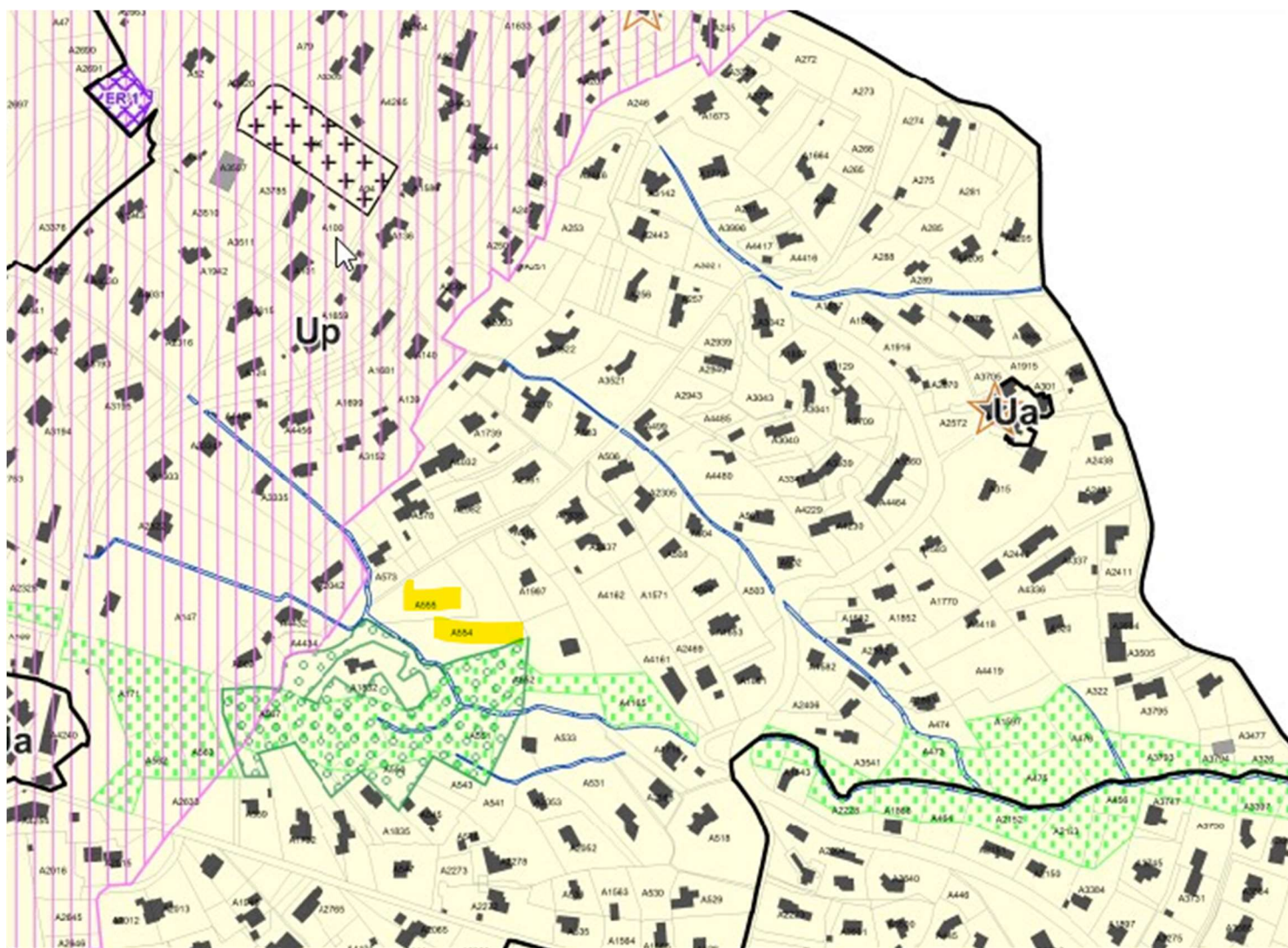
Mail : helenasapira@yahoo.fr

Case Palais N° G 323

The map shows the commune of Saint-Martin-de-Valle, a rural area in the Pyrénées-Orientales department. Key features include:

- Districts and Landmarks:** LE LAUREN, LE VILLAGE, LE PRE NEUF, LE VALLON DU ORAK, LE RAVANELLE, LEUCOMTE, LEUCOMTE-SUD, LEUCOMTE-EST, LEUCOMTE-OUEST, LEUCOMTE-NORD, LEUCOMTE-SUD, LEUCOMTE-EST, LEUCOMTE-OUEST, LEUCOMTE-NORD.
- Geographical Features:** The commune is bordered by the Pyrénées mountains to the south and east. The map shows various rivers and streams, including the Garonne and the Garonne.
- Infrastructure:** The map shows a network of roads, including the N100 and the N101. It also shows the location of several schools and churches.
- Scale and Orientation:** A scale bar indicates distances up to 1000 meters. The map is oriented with North at the top.

Dans le projet de PLU révisé, les parcelles du requérant sont classées en zone Up :



1- Demande de reclassement en zone UC ou de modification du Règlement de la zone Up :

Les requérants demandent le reclassement du terrain en zone Uc, ou la modification du Règlement de la zone Up qui ne paraît pas adapté.

En effet, il est démontré par les éléments ci-après que le terrain constitue une « dent creuse » qui devrait pouvoir accueillir un logement.

S'agissant d'une zone urbaine, on ne comprend pas que la constructibilité soit bloquée, étant donné le caractère limité des « dents creuses » dans la zone Up, à savoir seulement 14 tènements de plus de 2 500 m² (voir le « potentiel de densification » en annexe

Il est donc demandé la possibilité de construire une maison d'habitation, et la modification du Règlement de la zone Up en ce sens, ou le reclassement dans une autre zone urbaine avec faculté de construction.

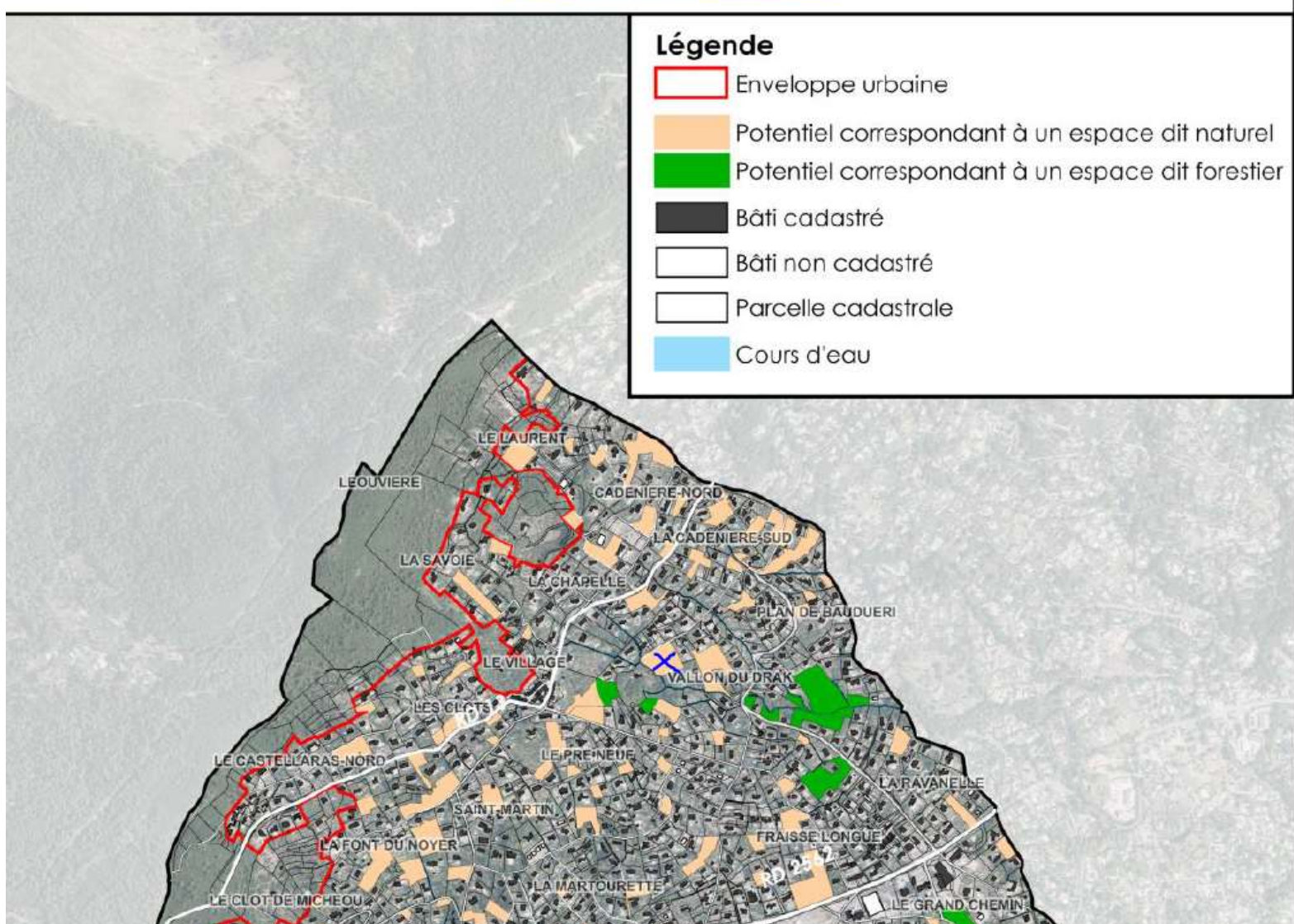
Comme indiqué en page 343 et suivantes du Rapport de Présentation :

« *La loi impose de densifier en priorité l'enveloppe urbaine avant d'envisager des extensions urbaines. La partie suivante s'attache donc à évaluer le potentiel de densification au sein de l'enveloppe urbaine. On distingue différents types de potentiels de densification :*

➤ *Les parcelles vierges non bâties et non aménagées situées dans l'enveloppe urbaine et pouvant être urbanisées : c'est le potentiel en « dents creuses » ;*
(...)

Les deux parcelles du requérant sont situées **dans l'enveloppe urbaine, et identifiées comme « dents creuses »** en page 346 du Rapport de Présentation du PLU :

Potentiel de densification en "dents creuses"











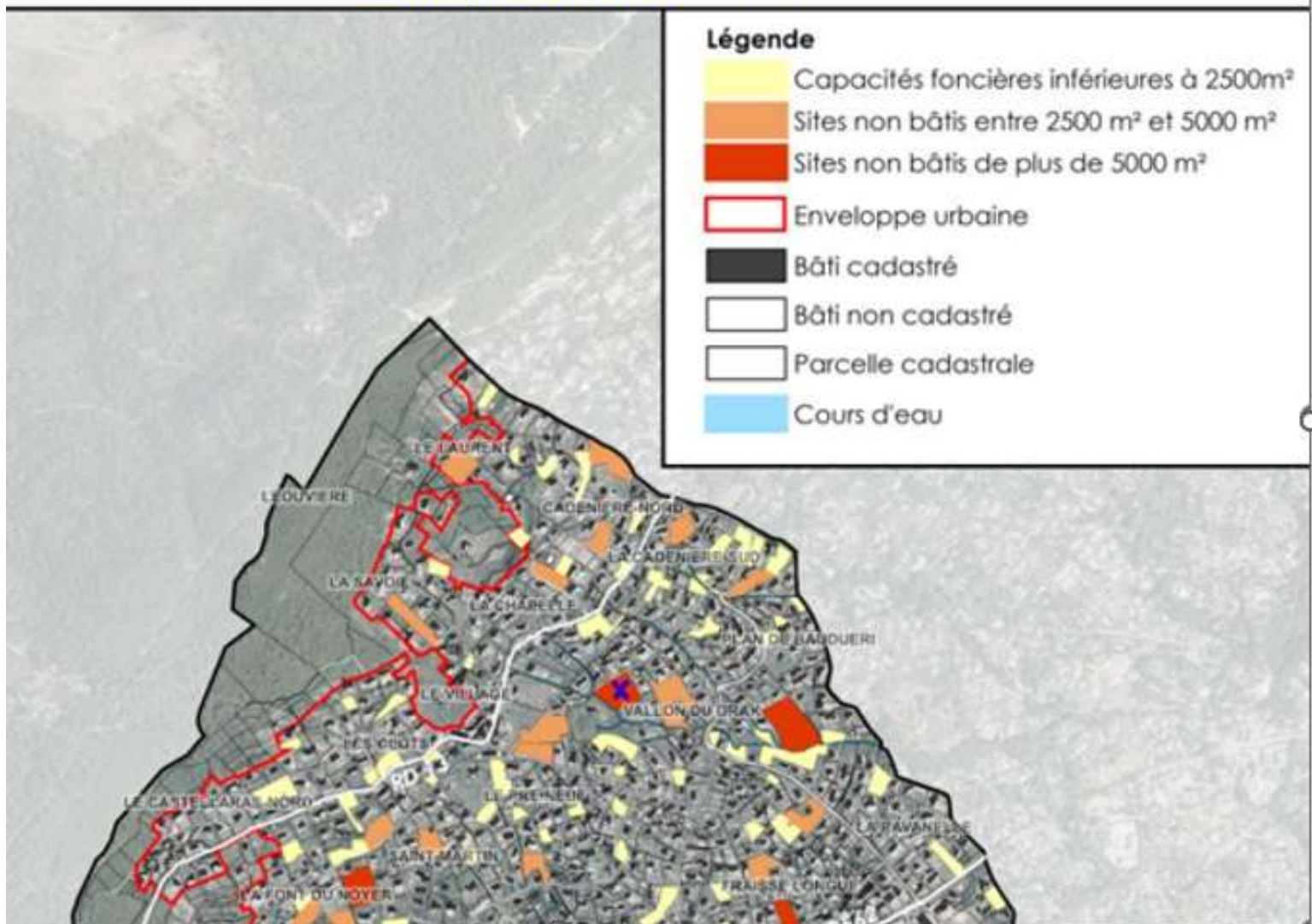
Comme indiqué en page 344 du Rapport de Présentation :

Ici, il faut donc prendre chacune des parcelles :

- Ces parcelles devraient figurer en zone orange et non rouge dans le schéma figurant en p. 347 du Rapport de Présentation du PLU : sites non bâtis entre 2 500 et 5 000 m², qualifiées par le SCOT (page 347) « capacités foncières » et « sites non bâtis » en « dents creuses :

Légende

-  Capacités foncières inférieures à 2500m²
-  Sites non bâtis entre 2500 m² et 5000 m²
-  Sites non bâtis de plus de 5000 m²
-  Enveloppe urbaine
-  Bâti cadastré
-  Bâti non cadastré
-  Parcelle cadastrale
-  Cours d'eau



Il convient de se référer au « *Schéma de l'urbanisation du Tignet* » figuré en page 308 du Rapport de présentation ;

Les parcelles du requérant sont **localisées au sein de la « tache urbaine »**, et non dans l'espace naturel communal figuré en vert.

Cela correspond à la réalité physique objective visible sur les photographies aériennes, quand bien même toutes les constructions récentes et en cours n'y figurent pas encore.



Les dispositions législatives imposent depuis la loi SRU **de densifier les secteurs déjà urbanisés et desservis par les différents réseaux**, afin d'éviter l'étalement urbain et la consommation de nouveaux espaces.

Les requérants sollicitent soit la modification du Règlement de la zone Up, soit le reclassement de leurs parcelles en zone Uc du PLU, dès lors qu'elles s'inscrivent dans une zone d'urbanisation récente de densité modérée au caractère résidentiel dominant, ce qui correspond à la définition de la zone Uc dans le PLU, afin de leur attribuer des capacités de constructions correspondant au potentiel de densification des « dents creuses » identifiées selon le SCOT'Ouest.

2- Les requérants contestent par ailleurs la légalité du PLU en ce qu'il n'est pas compatible avec les dispositions du Programme Local de l'Habitat (PLH) du pays de Grasse :

Selon l'article L131-4 du Code de l'urbanisme :

« Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu ainsi que les cartes communales sont compatibles avec : (...)

1° Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L. 141-1 ;

4° Les programmes locaux de l'habitat prévus à l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation.

Le plan local d'urbanisme n'est pas illégal du seul fait qu'il autorise la construction de plus de logements que les obligations minimales du programme local de l'habitat n'en prévoient. »

Le PLH est un document de programmation qui exprime la stratégie politique de l'intercommunalité en matière de logement et d'habitat, en fixant des grands objectifs et des outils (article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation)

Le PLH doit être traduit dans le PLU, qui doit être compatible avec le PLH (article L. 131-4 du code de l'urbanisme), c'est-à-dire ne pas faire obstacle à sa réalisation.

Or, les auteurs du PLU de la commune du Tignet écartent ouvertement les orientations stratégiques du Programme Local de l'Habitat du Pays de Grasse.

Le projet de PLU du Tignet n'est pas compatible avec le PLH, et en cela, il est illégal.

Le projet de PLU révisé va également à l'encontre du SCOT'Ouest, en ce qu'il prévoit une évolution démographique inférieure à celle retenue par le SCOT, à savoir de 0,15 % par an au lieu de 0,30 % retenu par le SCOT :

Voir pages 430 et suivantes du rapport de présentation du PLU :

Simulation d'évolution démographique sur le territoire à horizon 2031, au regard du projet retenu

On applique un taux de croissance à partir de 2023 (période d'influence du nouveau PLU)												
Année	2019	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	Habitants supplémentaires à horizon 2031
Hypothèse de croissance à 0,15%/an	3066	3080	3085	3089	3094	3099	3103	3108	3112	3117	3122	42
Hypothèse de croissance à 0,25%/an	3066	3080	3088	3095	3103	3111	3119	3126	3134	3142	3150	70
Hypothèse de croissance à 0,30%/an (SCoT)	3066	3080	3089	3099	3108	3117	3126	3136	3145	3155	3164	84

Le DOO du SCOT'Ouest prévoit en effet un développement démographique de 3 %, et a comme objectif de « *soutenir une dynamique de production de logements diversifiée pour fluidifier les parcours résidentiels* » :

Page 2 du DOO du SCOT'Ouest:

2	LES ORIENTATIONS ET PRINCIPES DE LA POLITIQUE DE L'HABITAT.....	32
A	SOUTENIR UNE DYNAMIQUE DE PRODUCTION DE LOGEMENTS DIVERSIFIEE POUR FLUIDIFIER LES PARCOURS RESIDENTIELS.....	34
1 -	Une politique du logement tournée vers les jeunes actifs, et les famille.....	35
2 -	Une politique de l'habitat ambitieuse : un effort sans précédent sur la réalisation de logements et la diversification des gammes d'habitat.....	36
3 -	Développer une stratégie de positionnement du logement adaptée au territoire.....	37
4 -	Intensifier la dynamique d'amélioration du parc existant et favoriser le renouvellement urbain.....	39
5 -	Mobiliser les urbanisations nouvelles d'accompagnement et complémentaires pour assurer la réalisation des objectifs d'habitat et de mixité urbaine.....	43
2	SCot Ouest Alpes-Maritimes	

Page 16 et 17 du DOO du SCOT'Ouest:

Conditions du développement démographique à 0,3% de l'Ouest du Pays de Grasse en lien avec l'augmentation des transports collectifs

En faisant le choix de limiter à 0,3% par an la croissance démographique pour l'ensemble du Moyen Pays, et de focaliser les capacités d'accueil nouvelles sur les secteurs les mieux équipés en desserte de transport collectif, le SCoT'Ouest choisit de positionner la nouvelle population accueillie sur les secteurs les plus cohérents pour la recevoir – notamment le long des grands axes de mobilité actuels ou programmés, Compte tenu des conditions de saturation routière sur la RD 2562 de l'Ouest du Pays de Grasse, l'évaluation du SCoT au cours des 6 premières années de mise en œuvre interrogera l'adéquation de ce rythme de croissance démographique avec la montée en puissance de l'offre de mobilité alternative au déplacement routier, et éventuellement le moduler en conséquence.

TABEAU DU BESOIN EN LOGEMENTS PAR ENTITES TERRITORIALES

	Population 2018	Taux de croissance annuelle 2020-2040	Accroissement population 2020-2040	Population 2040	
Bande Littorale	159 384	0,12	4 458	163 842	
Moyen Pays	95 007	0,3	6 776	101 783	
Haut Pays	7 028	0,4	676	7 703	
Total	261 419	0,27	11 910	273 329	
	Accroissement ménages par le desserrement	Accroissement ménages par l'apport démographique	Accroissement ménages	Total logements à produire 2040	Dont résidences principales
Bande Littorale	985	2 263	3 247	10 500	9 125
Moyen Pays	1 356	2 946	4 303	9 625	8 365
Haut Pays	63	300	363	625	515
Total	2 404	5 509	7 913	20 750	18 005

Résidences principales : + 18 000 logements

- Impact du desserrement des ménages : **+ 2 500 logements**
- Besoin lié à l'accroissement démographique : **+ 5 500 logements (2,17 pers/ménage)**
- Promotion du logement abordable et fluidité : **+ 10 000 logements**

D'ici 2040



- + 12 000 habitants en 20 ans soit 0,27% de croissance annuelle
- + 2 500 ménages issus de la population existante
- + 5 460 nouveaux ménages issus de la croissance démographique, soit 8 000 nouveaux ménages / 12 000 habitants

Résidences secondaires : + 2 750 logements (environ 13% du total de RP)

- Voir les développements en page 37 et suivantes du DOO du SCOT'Ouest :

OBJECTIF 07

PRODUCTION DE LOGEMENTS PAR ENTITES TERRITORIALES

	Nombre de logements à produire (neufs et mobilisés)	dont phase 1 2020-2025	dont phase 2 sur 10 ans 2025-2035	dont phase 3 2035-2040
Bande littorale	10 500	3 500	5 000	2 000
Moyen Pays	9 625	3 500	4 300	1 825
Haut Pays	625	150	300	175
Total	20 750	7 150	9 600	4 000

En contradiction avec les objectifs du PLH et ceux du SCOT, la municipalité du Tignet entend limiter le taux de croissance annuelle moyen de la population communale à 0,15 %, et limiter la création de nouveaux logements sur la commune à 40 à 45 logements sur 9 ans, soit 4 à 5 logements par an...

Voir les pages 427 et suivantes du Rapport de Présentation.

Ces motivations qui sous-tendent la carte de zonage règlementaire ne sont compatibles ni avec le SCOT 'Ouest, ni avec le PLH du Pays de Grasse, et ne sont justifiées par aucune obligation légale.

Bien au contraire, la densification et la production de logements sont au cœur des dispositions législatives depuis plus de 10 ans...

Il est demandé à Madame le Commissaire enquêteur de se prononcer expressément sur cette question essentielle de limitation drastique des possibilités de construction et de la production de logement sur le territoire communal, y compris en zone urbaine (Up) dans le but affiché de limiter également la population communale.

Je vous remercie de bien vouloir annexer les présentes au registre d'enquête publique.

Vous prie de croire, Madame le Commissaire Enquêteur, en l'assurance de mes respectueuses salutations.